

Service santé et protection des animaux et de
l'environnement
2 boulevard de Strasbourg
CS 70010
Cité Marianne - Bâtiment E
59046 LILLE

Lille, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL DE LA FERME DU MAZE

2 Chemin du Mazé
59237 VERLINGHEM

Références : [2026 00916](#)
Code AIOT : 0055901764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/08/2025 dans l'établissement SARL DE LA FERME DU MAZE implanté 2 Chemin du Mazé 59237 VERLINGHEM. L'inspection a été annoncée le 11/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL DE LA FERME DU MAZE
- 2 Chemin du Mazé 59237 VERLINGHEM
- Code AIOT : 0055901764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SARL DE LA FERME DU MAZE est une exploitation agricole familiale d'élevage de porcs, située dans l'arrondissement de LILLE et du canton de LAMBERSART.

Aucune habitation de tiers n'est présente dans le rayon des 100 mètres des installations.

La visite d'inspection est réalisée sur le site d'élevage, 2 Chemin du Mazé, dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2023 pour exploiter un élevage de 5711 emplacements de porcs.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Rétention
- Fertilisation
- IED-MTD
- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

Références réglementaires :

Installations classées au titre de la rubrique 3660, arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
21	Installations classées au titre de la rubrique 3660	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5 > I.	Sans objet
4	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
5	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
8	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
9	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
10	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > III.	Sans objet
11	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
12	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > d)	Sans objet
13	Distances à respecter vis-à-vis des tiers	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3 > b)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Epandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-4	Sans objet
15	Epandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Sans objet
16	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.	Sans objet
17	Gestion des odeurs.	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > II.	Sans objet
18	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
19	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
20	Installations classées au titre de la rubrique 3660	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant maintien en bon état de propreté son exploitation, et les constructions ont été réalisées comme prévu dans le dossier technique de la demande d'autorisation.

Les documents de l'exploitation réglementaires sont disponibles et à jour.

Un laveur d'air est en commande pour une installation prévue en début d'année 2026.

L'exploitant doit réaliser sa déclaration annuelle des émissions polluantes en début d'année 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Les installations ont été réalisées comme décrit dans le dossier technique de la demande d'autorisation environnementale unique en date du 19 novembre 2021, pour exploiter et agrandir un élevage porcin à 5711 emplacements de porcs de production. Un laveur d'air est en commande et le devis signé a été présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il a été demandé à l'exploitant de bien vouloir informer l'inspection, de la mise en place du Biola-veur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : L'exploitation dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 27 mars 2023 Le dossier installation classée (demande d'autorisation) est présent sur l'exploitation et contient les différents documents prévus dans l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013. Un registre des risques a été présenté. Les bons de livraisons de lisiers aux prêteurs de terres et à l'établissement Compost du Mazé sont conformes et présents. Les documents d'équarrissage (courriels) sont conservés et archivés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5 > I.
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de : 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;

<p>Constats :</p> <p>Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés comme prévu au dossier technique de la demande d'autorisation.</p> <p>Les bâtiments existants sont implantés à 149 mètres du tiers le plus proche, et à 400 mètres du tiers localisé dans le sens des vents dominants. Le nouveau bâtiment est à 223 mètres du tiers le plus proche, et à 540 mètres du tiers localisé dans le sens des vents dominants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Généralités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fiches des produits dangereux sont présentes dans les annexes du dossier technique ICPE. P 209 Étude de danger). La version informatique a été présentée.</p> <p>Les fiches sont également présentes au registre de risques.</p> <p>Le registre contient le plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion, les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le site, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'un accès reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>

Des aires de stationnement sont prévues et ne gênent pas l'accès des engins des services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des extincteurs portatifs adaptés aux départs de feu sont présents sur le site dans les bâtiments d'élevage, dans les hangars et à proximité des cuves GNR et GPL. Des extincteurs portatifs à dioxyde de carbone sont présents à proximité des armoires électriques. La SARL a installé 28 extincteurs sur son site d'exploitation, ils ont été vérifiés par une entreprise spécialisée à HAZEBROUCK, le 26 mars 2025.</p> <p>Une réserve incendie de 440 m³ est présente sur le site d'élevage. La reconnaissance opérationnelle de ce PEI n° MAZ01 a bien été réalisée et le rapport en date du 19 février 2025 est présent. Une convention a été signée pour la mise à disposition de la réserve incendie de 240 m³ du Compost du Mazé, voisin de la SARL DE LA FERME DU MAZE.</p> <p>Cette convention en date 01 avril 2022 a été présentée à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul)</p>

<p>sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant <i>emploie</i> des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>page 211 du dossier de demande d'autorisation : Les installations électriques seront conformes aux normes C15/100</p> <p>Les certificats Q18 et Q19 sont présents sur l'exploitation, ils datent du 08 Février 2025. La vérification périodique Q18 vise à vérifier le risque électrique l'ensemble des installations de l'établissement. Le certificat Q19 est délivré par un professionnel qualifié APSAD, à l'issue d'un contrôle de votre installation électrique par thermographie infrarouge</p> <p>Les cuves de stockage de GPL, font l'objet de contrats de maintenance ou d'entretien, ainsi que de visites dites de "conformité" Les installations ont été vérifiées le 22 décembre 2024 par une société située à LESQUIN. Les contrôles sont effectués tous les ans sur le site de la SARL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitation possède deux cuves de stockage de GNR, de 1 m³ et 2,5 m³, et 2 cuves de GPL, de 1750 kg.</p> <p>Le GNR est stocké dans deux cuves une de 1 000 litres simple paroi, et une cuve de 3 000 litres à double paroi.</p> <p>Les 2 cuves de GPL sont à double paroi. Elles alimentent les chaudières à condensation.</p> <p>Duelques bidons de produits dangereux, ne sont pas stockés sur rétention.</p> <p>L'exploitant va s'équiper prochainement de bac de rétention supplémentaires pour ses produits dangereux.</p> <p>Une rétention de la cuve 1000l sera réalisée avant la fin de l'année.</p> <p>La cuve est sur sol bétonné dans un local technique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Prélèvements et consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Prélèvement Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site d'exploitation dispose actuellement d'un seul forage et du réseau d'eau potable de la ville.</p> <p>La canalisation est munie d'un dispositif de disconnexion, évitant tout risque de pollution des nappes souterraines et de pollution croisée entre les deux réseaux.</p> <p>Le forage est muni d'un compteur volumétrique. Les consommations d'eau sont relevées tous les mois et conservées dans un registre sur l'exploitation.</p> <p>L'exploitant va combler le second forage qui n'est plus exploité depuis 2023 avec la société spécialisée AMCAL.</p> <p>Une analyse de l'eau est présente, elle date du 31 janvier 2025 (établissement AaBioVét).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de bien vouloir informer l'inspection lorsque le comblement du forage aura été effectué dans les règles de l'art et de transmettre le document, délivré par la société ayant réalisé les travaux, attestant de la bonne réalisation du comblement de l'ouvrage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Collecte et stockage des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > III.</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Capacités de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de</p>

l'article R. 211-81 du code de l'environnement.
En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
Constats : Le fumier produit est stocké en bâtiment sous les animaux pendant toute la durée de la bande. Il est ensuite curé et transféré vers l'unité de compostage voisine, afin d'y être traité. Le lisier est stocké dans les fosses caillebotis des bâtiments d'élevage. Les fosses caillebotis ont été dimensionnées de manière à couvrir les 7,5 mois de stockage minimum du lisier, en zone vulnérable. Cette capacité de stockage permettra de pallier aux périodes d'interdiction d'épandage réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Les eaux pluviales récupérées des toitures du site ne sont pas réutilisées pour le lavage des bâtiments, en raison des risques de biosécurité. Les eaux pluviales des bâtiments d'élevage sont envoyées, soit vers le bassin de tamponnement de 30 m ³ , soit restituées directement au milieu naturel, pour le nouveau bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2 > d)
Thème(s) : Élevage, Plan d'épandage
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.
Constats : La SAU de l'exploitation était de 704,1 ha de SAU, essentiellement de 12 prêteurs de terres. Le plan d'épandage n'a subi aucune modification depuis la demande d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Distances à respecter vis-à-vis des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3 > b)
Thème(s) : Élevage, Épandage
Prescription contrôlée : CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traitésDISTANCE MINIMALE d'épandageCAS PARTICULIERS Composts d'effluents d'élevages élaborés selon les modalités de l'article 29. 10 mètres Fumiers de bovins et porcs compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois. 15 mètres Autres fumiers. Lisiers et purins. Fientes à plus de 65 % de matière sèche. Effluents d'élevage après un traitement visé à l'article 28 et/ou atténuant les odeurs à l'efficacité démontrée selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 réalisée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais. Digestats de méthanisation. Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents. 50 mètres En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres. Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette dis- tance est portée à 100 mètres. Autres cas. 100 mètres
Constats : L'exploitant épand le lisier de porcs à l'aide d'une tonne à lisier de 26 m ³ , munie d'un enfouisseur. Il réalise l'épandage pour tous les prêteurs de terres. La dose d'épandage est de 20 à 40 m ³ /ha, selon la période d'épandage, la culture en place ou pré- vue, et les fournitures du sol. Afin de limiter le tassement des sols, le tracteur et la tonne à lisier sont équipés de pneus, basse pression. Les distances réglementaires d'épandage vis-à-vis des habitations tierces, stades et terrains de camping sont de 15 mètres pour le lisier de porcs sur l'ensemble du plan d'épandage de la SARL. Les prêteurs de terres implantent des bandes enherbées de 5 mètres le long des cours d'eau BCAE. La distance réglementaire d'épandage le long des berges des cours d'eau est de 35 mètres pour tous les îlots.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Epandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-4
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable is- sue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux

eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres.

Constats :

Un bilan azoté et un bilan phosphoré sont réalisés pour le plan d'épandage.

La balance azotée avant apport d'azote minéral est de : - **100,9 kg N/ha** pour le plan d'épandage (source du dossier d'autorisation).

La SARL DE LA FERME DU MAZE ne possède pas de terres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Epandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30

Thème(s) : Élevage, Effluents

Prescription contrôlée :

Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.

Constats :

Le fumier de porcs et une partie du lisier produit (25 %) sont compostés sur le site voisin (Compost du Mazé).

L'épandage du lisier non composté (75 %) est réalisé sur les parcelles agricoles des prêteurs de terres à l'aide d'un enfouisseur.

Le lisier de porcs produit et épandu est enregistré à l'aide des bons de livraison fournis aux prêteurs de terre. Les bons sont conformes et ont été présentés.

La quantité, de lisier et de fumier, transférée vers l'unité de compostage est également enregistrée. Toutes les données sont conservées sur l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

Constats : Les voies de circulation (recouvertes de cailloux pour éviter les poussières) et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées avec une signalétique : Parking visiteur, accès pompier. Des bandes végétalisées avec haies d'essences locales sont présentes sur le pourtour du site d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Gestion des odeurs.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > II.
Thème(s) : Élevage, Odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes
Constats : Les systèmes de ventilation performant (avec sondes thermo-hygromiques) mis en place permettent une bonne diffusion des émissions dans l'air. Les bâtiments sont nettoyés et désinfectés pendant le vide sanitaire et le nouveau bâtiment sera équipé prochainement d'un laveur d'air, limitant les nuisances. Les sorties d'air des bâtiments d'élevage se font en partie en toiture, favorisant une bonne dispersion dans l'atmosphère. Un Biolaveur sera installé prochainement afin de limiter encore plus les émissions dans l'air.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Déchets Cadavres
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les déchets de soins sont correctement stockés et repris par une société spécialisée.

L'exploitation dispose de 3 bacs d'équarissage. ATEMAX pour l'enlèvement des cadavres.
Les bons d'enlèvements ont été présentés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37

Thème(s) : Élevage, Épandage

Prescription contrôlée :

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

La SARL n'a pas de terres et possède tous ses bons de livraison du fumier et du lisier produits sur l'exploitation.
Les bons à destination du Compost du Mazé ont également été présentés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Installations classées au titre de la rubrique 3660

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41

Thème(s) : Élevage, Conformité MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

<p>ment. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bilan réel simplifié (BRS) porcs a été réalisé avec la demande d'autorisation . Les émissions de NH3 sont de 15380kg/an pour la SARL et de 45449kg en comparaison avec un élevage standard. Ces données sont issues du dossier technique ICPE. Concernant le système d'alimentation, les porcs de plus de 25 kg et les truies sont nourris par une alimentation humide (machine à soupe). Les porcelets reçoivent une alimentation sèche. Des matières premières huileuses (huile de colza) sont intégrées à l'aliment de manière à limiter le développement de poussières. Le nouveau bâtiment sera équipé d'un système d'épuration de l'air : biolaveur à eau, permettant de capter la poussière sortante. Le devis signé a été présenté .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Installations classées au titre de la rubrique 3660

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Émissions NH3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore effectué sa déclaration GEREP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose que la déclaration GEREP soit réalisée en janvier 2026, le site n'étant plus accessible à la déclaration pour l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>